


PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 14 juin 2012

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV6

 Affaire suivie par : Séverine LONVAUD
N/Référ : SL/2012/376

Téléphone : 05 61 15 37 51
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : severine.lonvaud
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Dossier de demande d'enregistrement de la société MAJ (ELIS Midi-Pyrénées) à Toulouse.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Par transmission du 24 mai 2011, Monsieur le Préfet a adressé à l'inspection des installations classées le dossier de demande d'enregistrement de la société MAJ (nom commercial ELIS Midi-Pyrénées) pour son établissement situé ZAC de Garonne à Toulouse. Il s'agit d'une version complétée d'un dossier déposé par la société le 4 février 2011. Ce dossier ayant été déposé dans les deux mois suivant la parution du décret du 30/12/2010 ayant modifié la nomenclature des installations classées et créé le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2340 « blanchisseries, laveries de linge », il a donc, conformément aux dispositions de l'article R.512-46-30 du Code de l'environnement, été instruit comme un dossier de demande d'autorisation classique (enquête publique, consultation des services, etc., selon les règles des articles R.512-11 et suivants).

Ce dossier doit permettre à l'inspection des installations classées de disposer d'éléments caractérisant les effets potentiels de l'installation sur l'environnement (étude d'impact) et les risques potentiels (étude de dangers), afin de pouvoir apprécier la situation et de prescrire ensuite des mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Il a également pour objet d'informer les différentes parties prenantes, par le biais de l'enquête publique (tiers, associations, commissaire enquêteur) ou par le biais d'une consultation pour avis (conseils municipaux, services de l'état) afin qu'elles appréhendent les caractéristiques du projet, l'importance de l'impact du projet sur l'environnement et le voisinage et les mesures de prévention prévues par le demandeur.

Le présent rapport est destiné à présenter la demande, à faire la synthèse des avis exprimés tant au cours de la procédure consultative que de l'enquête publique et à proposer aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques les prescriptions techniques qu'il convient d'imposer à la société.

I. CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

1) Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime actuellement autorisé (Arrêté préfectoral 24/06/04)	Régime du projet *	Portée de la demande
2340-1	Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant : 1. Supérieure à 5 t/j.	120 t/j	60 t/j	E	Augmentation d'activité + création régime E par décret 30/12/10
2330-2	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles 2. la quantité de fibre et de tissus susceptible d'être traitée étant supérieure à 50 kg/j, mais inférieure ou égale à 1 t/j	900 kg/j	900 kg/j	D	Activité inchangée
1200-2c	Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou mélanges) [...] 2. Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) supérieure ou égale à 2 tonnes, mais inférieure ou égale à 50 tonnes	5,6 t (agent blanchissant)	-	D	Déclaration
2718-2	2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 à l'exclusion des IC visées aux rubriques 1313, 2710 à 2712, 2717 et 2719 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2- Inférieure à 1 tonne	200 kg (DASRI *)	-	D	Nouvelle rubrique créée par décret du 13/04/10
2910-A2	2910. Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière 5MW 2 chaudières 2*450 kW 1 chaudière 900kW 8 séchoirs gaz 2 tunnels de finition 6 calandres TOTAL = 15,7 MW	8 MW	D	Augmentation d'activité – régime inchangé
1172	Dangereuses pour l'environnement -A- très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) [...] La quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 20 t.	4 m³ d'eau de javel 1 m³ de mouillant Total = 5 t	4 t	NC	Activité inchangée

1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de): 2- Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³	Gasoil : 600 l Assouplissant : 800 l Véq. = 0,35 m ³	1,78 m ³	NC	Diminution d'activité
1611	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	Acide formique : 3 m ³ Total = 3,6 t	3,3 t	NC	Activité inchangée
1630	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) : B. - Emploi ou stockage de lessives de. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Lessive de soude à 30% : 5 m ³ Total = 6,65 t	8 t	NC	Diminution d'activité

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), NC (non classé)

* : « DASRI »: déchets d'activités de soins à risques infectieux

La société MAJ est autorisée, par arrêté préfectoral du 24 juin 2004, à exploiter une blanchisserie industrielle. Suite à l'évolution de la nomenclature par décret n° 2010-1700 du 30/12/10, l'activité de blanchisserie relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340.

Par ailleurs, dans le cadre du projet présenté, les rubriques ci-après, présentes dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2004, n'apparaissent plus :

- la rubrique n° 128 « *Dépôts ou ateliers de triage de chiffons usagés ou souillés* » a été supprimée par le décret n° 2010-369 du 13/04/2010 modifiant la nomenclature des installations classées. Cette activité reste exercée par la société MAJ (collecte de chiffons souillés pour nettoyage par un prestataire extérieur, qui les renvoie sur le site une fois propres) mais ne relève plus de la nomenclature des installations classées ;
- la rubrique n° 2915 « *Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles...* », qui était non classée : seules des calandres à vapeur, non visées par cette rubrique, ont été implantées sur le site ;
- la rubrique n° 2920 « *Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa* » : les installations de compression d'air et les climatiseurs ne sont plus visés par cette rubrique, modifiée par le décret n° 2010-1700 du 30/12/2010 ;
- la rubrique n° 2925 « *Ateliers de charge d'accumulateurs* » : le seuil de déclaration a été rehaussé de 10 à 50 kW par le décret n° 2006-646 du 31/05/2006.

Enfin, il convient de signaler que suite à des modifications réglementaires intervenues en juillet 2011 (parution de l'arrêté ministériel du 18/07/11), l'activité de stockage des déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI) doit désormais être comptabilisée au titre de la rubrique 2718 « *Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances ou préparations dangereuses* », créée en 2010. Cette rubrique n'est pas visée dans le tableau des rubriques du dossier de la société MAJ du 04/02/11 complété le 24/05/11, mais elle est décrite dans le dossier et intégrée à l'analyse des impacts et des risques présentés par les installations. Elle a par ailleurs été déclarée en préfecture en août 2009 au titre du Code de la santé publique. Le projet d'arrêté préfectoral joint à ce rapport met donc à jour le classement du site au titre de cette rubrique.

2) Description du site et de son environnement

■ Description du site et des activités

La société MAJ exploite depuis 2004 une blanchisserie industrielle, implantée 2 rue Isabelle Eberhardt, ZAC de Garonne à Toulouse. Elle est autorisée à traiter une quantité de linge de 60 t/j. Cependant, en 2010, le tonnage réellement traité était de 20 t/j. Il s'agit essentiellement de vêtements de travail et de tapis.

L'établissement emploie actuellement environ 150 personnes, du lundi au vendredi de 5 h à 20 h. Les samedis matins sont également travaillés en période de forte activité.

L'exploitant souhaite diversifier son activité et traiter sur le site du linge plat destiné à l'hôtellerie-restauration (nappes, serviettes, essuie-mains, ...) et aux établissements de santé (draps, ...). Pour ce faire, MAJ prévoit, suite à l'acquisition des parcelles situées au nord-ouest du site, l'extension de la surface des bâtiments existants pour implanter un nouvel atelier de blanchisserie, afin de traiter 120 t/j de linge.

L'effectif de l'établissement sera à terme d'environ 320 personnes.

Ce projet est réalisé en deux temps :

- dans un premier temps, une extension des surfaces bâties a été réalisée à l'automne 2011 pour la mise en place d'un nouvel atelier, avec une production restant dans les limites de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2004 (60 t/j) ;
- dans un second temps, il est envisagé l'augmentation du tonnage de linge traité jusqu'à 120 t/j, dans ces mêmes bâtiments.

Cette seconde phase fait l'objet du présent dossier de demande d'enregistrement et du présent rapport.

■ Environnement du site

L'établissement est situé dans la zone d'activités « ZAC de Garonne » au nord de Toulouse et les riverains les plus proches exercent essentiellement des activités industrielles ou commerciales :

- au nord, une habitation est mitoyenne du site,
- au nord-ouest, de l'autre côté de la rue, se trouvent les entreprises BATECO et EASYMO (construction de bâtiments), et la société ZIMMER (matériel médico-chirurgical),
- à l'est, se trouve la société VOLTEO (batteries),
- au nord, la société PATIS Service (fournitures pour boulangeries et pâtisseries),
- au nord-est, la société VEOLIA Environnement (récupération de matières recyclables).

Plus loin se trouvent notamment :

- un centre S.P.A. de protection des animaux, à 250 m au sud,
- un dépôt de pétrole ESSO, à 350 m au nord-est,
- la station d'épuration de Ginestous, à 500 m au sud.

3) Compatibilité avec les plans et schémas

Le site occupe, après l'acquisition de deux parcelles dans le cadre de la 1^{ère} phase du projet, une superficie de 4,1 hectares. La superficie des bâtiments va passer de 7500 m² à 13 000 m².

Le terrain est situé en zone UE1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Toulouse, approuvé le 12 septembre 2008. Sont admises sur ce secteur « *les occupations et utilisations du sol de toute nature à usage d'activités ou de services, y compris celles-soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement* ».

Le site sur lequel est implanté MAJ est soumis à une servitude d'utilité publique (référéncée EL2 dans le Plan Local d'Urbanisme) : il s'agit de surfaces submersibles. Il est par ailleurs concerné par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (P.P.R.I.) de la ville de Toulouse, approuvé le 20 décembre 2011. Ce plan classe les terrains en zone d'aléa moyen, faisant l'objet du règlement spécifique de la zone « Ginestous ». Ce règlement prévoit en particulier le stockage des produits chimiques au-dessus de la côte des 'Plus Hautes Eaux connues' (PHEC) ou l'ancrage au sol des récipients de stockage.

II. PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

1) Site et paysage

L'étude d'impact a pris en compte l'impact du projet sur les sites et paysages : l'établissement est implanté dans une zone d'activités, il est situé en dehors de toute zone de protection ou secteur d'intérêt patrimonial, et dans un secteur comportant de nombreux bâtiments à caractère industriel et tertiaire.

Le volet paysager mentionne que le bâtiment d'exploitation et son extension seront de type industriel et de couleur sobre. L'ensemble respectera la charte paysagère de la Z.A.C. de Garonne, définie par le Plan Local d'Urbanisme du Grand Toulouse.

Un merlon de terre de 3 mètres de haut est présent en limite de propriété nord-est, du côté de la maison d'habitation la plus proche du site.

2) Biodiversité

Le volet naturaliste de l'étude d'impact est basé sur une analyse bibliographique générale. Il met en évidence la présence de milieux naturels sensibles suivants à proximité :

- des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique : « Ile de Pessette » à 1,5 km au nord-ouest, « Ramier des Quinze-Sols et le Pied de Bœuf » à 3,4 km au nord-ouest, « Moyenne vallée de la Garonne » à 1,4 km au nord-ouest ;
- une Zone d'Intérêt et de Conservation des Oiseaux : « Vallée de la Garonne : Palayre et environs » à 1,4 km au nord-ouest du site ;
- des zones d'intérêt communautaire (NATURA 2000) à environ 1 km à l'ouest et 1,4 km au nord-ouest, respectivement : « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » et « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac ».
- des arrêtés préfectoraux de protection de biotope, le plus proche étant à environ 1 km à l'ouest : « biotopes nécessaires à la reproduction, au repos, et à la survie de poissons migrateurs sur la Garonne à l'aval de Toulouse ».

A la demande de l'Inspection, ce volet a été complété en avril 2011 par une évaluation des incidences sur les sites NATURA 2000 situés à proximité. Il ressort du prédiagnostic écologique réalisé et des investigations de terrain que la faune et la flore du site sont typiques des milieux périurbains : aucune espèce rare ou menacée n'a été recensée et les enjeux écologiques sont globalement nuls à faibles sur l'aire d'étude.

3) Eau

L'établissement est implanté à environ 1 km de la Garonne et à environ 120 m à l'ouest du Canal latéral à la Garonne.

■ Consommation d'eau

Le site est alimenté en eau uniquement par le réseau public de distribution de la ville de Toulouse.

La consommation actuelle est de 187 m³/j environ, ce qui est très en deçà des quantités limites fixées par l'arrêté préfectoral du 24/06/2004 (700 m³/j en moyenne et 900 m³/j en pointe).

Les besoins en eau dans le cadre du projet d'extension sont estimés à terme à 1 350 m³/j au maximum.

L'utilisation de tunnels de lavage de technologie récente permet de réduire la consommation d'eau par récupération des eaux de rinçage, qui sont recyclées dans les compartiments de rinçage. Le ratio d'eau consommée de 15 litres/kg de linge lavé, fixé par l'arrêté préfectoral du 24/06/2004, sera respecté dans le cadre du projet, voire réduit à 11,25 litres/kg de linge. Ce ratio est par ailleurs largement inférieur à la valeur limite fixée par l'arrêté ministériel du 14/01/11 relatif aux blanchisseries industrielles soumises à enregistrement, qui est de 30 litres/kg de linge traité.

Le local de traitement de l'eau entrante (adoucissement par passage sur résines échangeuses d'ions et chauffage) sera déplacé et les équipements remplacés par des installations de plus grande capacité.

■ Rejets aqueux

Les eaux usées domestiques

Les eaux sanitaires sont collectées via le réseau de collecte des eaux usées communal vers la station d'épuration de Ginestous. Le projet n'induit pas de modification de cette gestion.

Les eaux pluviales

L'exploitant indique dans son dossier que les eaux pluviales liées à l'extension seront gérées en conformité avec le règlement d'assainissement du Grand Toulouse : 33 % des eaux sont raccordées au réseau pluvial de la ZAC de Garonne et la part restante sera infiltrée dans le sol via des puits d'infiltration et deux bassins d'infiltration de 240 m³ et 100 m³ qui seront implantés respectivement au nord et au sud-est du site.

Les eaux industrielles

L'étude d'impact réalisée en 2003 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation initiale avait montré que la gestion des effluents industriels présentait un impact limité pour le milieu, ceux-ci étant pré-traités sur le site avant envoi à la station d'épuration de Ginestous.

Dans le cadre du projet d'extension, seules une fosse à sable et une pompe de relevage supplémentaires seront installées pour les nouveaux effluents en provenance de l'atelier 'linge plat', qui seront ensuite dirigés vers les installations de pré-traitement actuelles, à savoir un dégrillage (récupération des fibres textiles), une neutralisation par injection de CO₂ liquide (abaissement du pH à $8 \pm 0,5$) et un refroidissement des effluents (température < 35 °C) par passage dans un échangeur.

L'exploitant a présenté son projet d'extension au gestionnaire de la station d'épuration de Ginestous, qui a émis un accord de principe sur l'augmentation de débit, et a indiqué que la convention de rejet serait actualisée en s'appuyant sur le futur arrêté préfectoral auquel sera soumis l'exploitant.

Les concentrations et flux polluants des paramètres suivis vont augmenter au regard des valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral et la convention actuelle. L'estimation des flux générés avec un débit de 1 200 m³/j est la suivante :

Paramètre	Flux maximal autorisé par la convention de rejet actuelle (kg/j)	Flux maximal autorisé par l'arrêté préfectoral du 24/06/2004 (kg/j)	Flux estimés dans le cadre du projet, pour un débit de 1200 m ³ /j (kg/j)
DBO ₅	560	720	750
DCO	1 400	1 800	1 870
MES	420	540	560
Azote global	105	135	140
Phosphore total	70	90	95

La capacité de traitement de la station d'épuration de Ginestous est de 160 000 m³/j. L'incidence des rejets sur le plan hydraulique de la blanchisserie MAJ va passer, avec le projet d'extension, de 0,9 % à 1,2 % de la capacité moyenne de la station (qui fonctionne à 63 % de sa capacité nominale – données de 2008).

Par ailleurs, il convient de signaler que l'établissement est concerné par l'action nationale de « recherche des substances dangereuses dans l'eau » (RSDE) ; dans ce cadre, un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 14/01/11 pour imposer une surveillance des rejets au cours de l'année 2011. La 2nde phase de cette action sera engagée par l'inspection des installations classées en 2012.

4) Air

L'impact du site sur l'air est lié aux rejets provenant des installations de combustion et des produits de combustion correspondants.

L'activité de nettoyage à sec initialement prévue dans l'arrêté de 2004 n'a jamais été mise en place et ne le sera pas dans le cadre du projet.

L'exploitant prévoit le remplacement en 2012 de la chaudière actuelle de 2 700 kW par une chaudière de 8 000 kW équipée de brûleurs « bas NOx », fonctionnant au gaz naturel.

Les rejets atmosphériques de cette chaudière feront l'objet de campagnes de mesures triennales.

5) Bruit

Les principales sources d'émission de bruit sur le site sont :

- le matériel de lavage, de séchage et de repassage, et plus particulièrement les rejets des sècheurs et des calandres,
- les compresseurs d'air,
- les pompes de relevage des effluents industriels,
- les chaudières.

L'ensemble de ces équipements est situé à l'intérieur du bâtiment d'exploitation.

Le trafic des camions de ramassage du linge sale et de livraison du linge propre, ainsi que le trafic des camions de livraison de produits, peuvent également être des sources de nuisances sonores.

Une campagne de mesures acoustiques sera réalisée dans les 6 mois suivant l'extension du bâtiment, puis tous les 3 ans, afin de s'assurer du respect des valeurs limites réglementaires. Le cas échéant, des aménagements seront être mis en place.

6) Déchets

Le type, la quantité et l'augmentation estimée des déchets produits par le site sont détaillés dans le tableau suivant :

Déchets	Tonnage annuel 2009	Tonnage annuel à terme
Déchets industriels non dangereux en mélange	172 t	300 t
Textiles usagés	40 t	70 t
Huiles usagées	160 litres	1 000 litres
Ferraille	60 t	70 t
Piles	0,1 t	1 t
Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)	500 kg	500 kg
Boues issues du curage du séparateur d'hydrocarbures	/	3 m ³

Les déchets sont triés et conditionnés dès leur production. Leur élimination est effectuée par des sociétés autorisées.

7) Santé

Une étude des effets des installations sur la santé est intégrée au dossier.

Les populations considérées comme exposées sont les riverains en limite de propriété au nord du site, et les établissements industriels et commerciaux situés à proximité (cf. paragraphe 1.3).

La société MAJ n'utilise pas de substances ou préparations toxiques ou très toxiques.

L'analyse des différents effets sur la santé des rejets liquides, atmosphériques, de l'impact sonore des activités et des déchets produits par le site conclut qu'aucune source issue des activités de MAJ ne sera de nature à provoquer d'effets sur la santé des populations environnantes.

III. PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

1) Identification des dangers

Accidentologie

L'analyse des accidents survenus dans des installations similaires a conduit à identifier, sur 64 accidents recensés dans la base de données ARIA du Ministère en charge de l'Environnement :

- 43 cas d'incendie, d'origines diverses ou indéterminées,
- 9 réactions d'incompatibilité entre produits engendrant un dégagement de produit toxique,
- 9 rejets accidentels d'effluents non conformes,
- 2 intoxications au monoxyde de carbone liées au mauvais fonctionnement d'une installation de combustion,
- 1 mauvaise manipulation d'eau de Javel entraînant une intoxication.

Potentiels de dangers liés aux produits utilisés et aux activités exercées

Les dangers liés aux produits sont examinés dans l'étude de dangers. Il ressort de cette analyse que les principaux risques proviennent principalement :

- du caractère combustible du linge : risque d'incendie,
- de l'incompatibilité entre certains produits.

La suppression de la cuve de stockage de bisulfite de sodium, remplacée par des containers de petite capacité, permettra de diminuer le risque de mélange avec notamment l'eau de Javel lors des dépotages (incident survenu par le passé).

La quantité de linge stockée sur site va augmenter, la capacité de traitement passant de 250 t à 500 t par semaine. Cependant, il n'y aura pas de création de nouvelle zone de stockage du linge.

Les principaux risques liés aux installations et procédés sont les suivants :

- l'incendie d'un stockage de linge ou en sortie des séchoirs,
- le mélange de produits incompatibles lors d'une opération de dépotage,
- l'explosion suite à une fuite de gaz,
- la pollution des sols et sous-sols suite à l'épandage de produits.

2) Analyse des risques et scénarii d'accidents retenus

Une analyse des risques est réalisée dans l'étude de dangers conformément à l'arrêté ministériel du 29/09/05 relatif à « l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ».

Cette analyse, réalisée dans un premier temps sans tenir compte des mesures de maîtrise des risques en place dans l'établissement, met en évidence les phénomènes dangereux suivants :

- incendie causé par un départ de feu dans une zone de stockage du linge,
- formation d'un nuage toxique suite à un mélange de produits incompatibles lors d'une opération de dépotage.

La probabilité et la gravité de ces phénomènes sont ensuite estimées en tenant compte des mesures de maîtrise des risques en place sur le site. Cette analyse conduit au final à identifier l'ensemble des phénomènes dangereux en situation « acceptable » au regard des définitions de l'arrêté ministériel du 29/09/05.

La modélisation du scénario d'incendie du stockage de linge dans la zone d'expédition du linge plat met notamment en évidence que les effets thermiques correspondant à des effets irréversibles ne sortent pas des limites de propriété.

Les principales mesures de réduction des risques qui sont identifiées, et mises en place ou prévues sur le site, sont les suivantes :

- dispositions constructives des bâtiments : locaux coupe-feu (chaufferie), séparation des deux ateliers par un mur coupe-feu 2 heures,
- lignes d'approvisionnement spécifiques par produits livrés en vrac,
- procédures de dépotage et formation du personnel,
- système de détection anti-intrusion,
- dispositif d'obturation du réseau d'eaux usées de façon à empêcher si nécessaire le rejet d'effluents industriels non conformes,
- présence d'exutoires de fumées en toiture, à commande manuelle,
- système de détection d'incendie dans tous les locaux,
- dispositif de détection de gaz dans le nouveau local chaufferie,
- dispositif d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) dans tous les locaux (sauf la chaufferie),
- 6 bornes incendie situées à proximité du site,
- extincteurs et R.I.A. (robinets incendie armés) répartis dans toutes les installations,
- installations de combustion équipées de contrôles électroniques de présence de flamme sur les brûleurs, et de plusieurs vannes de coupure,
- séchoirs équipés de sondes de contrôle de la température et de têtes de sprinkler qui déclenchent si la température dépasse 300 °C,
- confinement des eaux d'extinction d'incendie par mise sur rétention des quais de déchargement et obturation de l'ensemble des points de rejets du réseau pluvial vers l'extérieur (volume de 1 000 m³ environ).

IV. CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET ENQUÊTE PUBLIQUE

1) Consultation administrative

• Avis du Conseil municipal de Toulouse

Lors de sa séance du 16/12/11, le Conseil municipal a émis un **avis favorable** en émettant plusieurs observations :

- « bien que la société prévoit de baisser encore le ratio d'eau consommée (bien inférieur aux seuils autorisés) par kilogramme de linge lavé, par l'installation de nouveaux équipements plus performants, il serait souhaitable qu'elle continue à investir afin de réduire et optimiser sa consommation, [...] »
- les eaux de régénération des résines d'adoucissement doivent être dirigées vers le réseau pluvial et non rejetées en amont du pré-traitement comme indiqué dans le dossier, [...]
- il sera nécessaire de s'assurer de la mise hors d'eau des stockages de produits dangereux, [...]
- la société MAJ devra vérifier que le fonctionnement simultané des poteaux incendie publics permet de fournir les débits recommandés par le SDIS. Dans le cas contraire, des moyens complémentaires devront être proposés ou étudiés avec le service 'Fontainerie' de la CUGT.
- il conviendra également de s'assurer de l'accessibilité des engins de secours à l'intérieur du site.

• Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) - Service Gestion des Territoires

Par courrier en date du 22/12/11, le Service Gestion des Territoires de la DDT a émis l'avis suivant :

« Le site est situé dans la ZAC de Garonne, en zone UE1 du PLU de la commune de Toulouse approuvé le 16/10/10. Sont admises dans cette zone les occupations et utilisations du sol de toute nature à usage d'activités ou de services, y compris celles soumises au régime des installations classées, à l'exception des usages assimilables à de l'habitation.

Ce site est par ailleurs concerné par la servitude d'utilité publique EL2 (plan des surfaces submersibles) et le futur plan de prévention des risques inondations (PPRI).

Les règles du PLU ne font pas obstacle à la réalisation du projet [...].

• Avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) - Service Environnement, eau et Forêt

Par courrier en date du 12/10/11, le Service Environnement, Eau et Forêt de la DDT a émis l'avis suivant :

« Le dossier appelle les remarques suivantes :

- les eaux de lavage, après pré-traitement effectué sur le site, sont rejetées dans les réseaux du Grand Toulouse et traitées par la station d'épuration de Toulouse-Ginestous. La société MAJ-ELIS doit passer une convention avec le Grand Toulouse et Veolia, gestionnaire de cette station, et une autorisation de rejet dans ses réseaux doit lui être donnée par le Grand Toulouse ;
- page 82, il est indiqué que les eaux du portique de lavage des véhicules sont rejetées dans le réseau pluvial de la ZAC de Garonne après passage par un séparateur d'hydrocarbures. Cette disposition n'est acceptable que si aucun produit lessiviel n'est ajouté à ces eaux pour le lavage des véhicules. »

• Avis de l'Agence Régionale de la Santé (ARS)

Par courriers en date du 12/07/11 et du 17/10/11, l'ARS a émis l'avis suivant :

« Je donne un **avis favorable** à ce dossier, les effets sur la santé, l'identification des dangers et l'évaluation de l'exposition des populations ayant été pris en compte dans l'étude d'impact conformément aux dispositions de la circulaire DGS n°2001/185 du 11/04/11 relative à l'analyse des effets sur la santé dans les études d'impact. »

• Avis de la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées

Par courrier en date du 11/10/11, la Direction régionale des affaires culturelles Midi-Pyrénées a émis l'avis suivant :

« Après examen du dossier, je vous informe que le projet envisagé ne me conduit pas à édicter des prescriptions au titre du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004. Par conséquent, **rien ne s'oppose**, pour ce qui est du domaine de l'archéologie préventive, à la réalisation des travaux projetés, sans préjudice des dispositions relatives aux découvertes fortuites prévues par le code du patrimoine, livre V. »

2) Enquête publique

Une enquête publique a été organisée du 14 novembre au 16 décembre 2011, sur le territoire de la commune de Toulouse.

Seule une contribution, par courrier du 16/12/11, du Collectif « contre le plan Ginestous 2000 – pour le droit de résider dans l'agglomération toulousaine » est relevée dans le registre d'enquête publique.

Les conclusions du commissaire enquêteur sont les suivantes :

« Je constate tout d'abord que l'enquête s'est déroulée en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°124 du 13/10/11.

Après lecture du dossier, visite du site, et discussion avec les représentants de la société MAJ,

Après avoir pris connaissance des observations du Collectif « contre le plan Ginestous 2000 – pour le droit de résider dans l'agglomération toulousaine » et discuté avec son président,

Après avoir examiné le mémoire en réponse de la société MAJ et acquis la conviction que ses réponses étaient étayées, précises et complètes,

Je donne un **avis favorable** à la demande d'autorisation d'étendre l'activité de blanchisserie industrielle située 2 rue Isabelle Eberhardt à Toulouse, présentée par la société MAJ. »

3) Avis du CHSCT de la société

Lors de sa séance du 3 janvier 2012, le CHSCT de la société MAJ s'est prononcé sur le dossier en rendant un **avis favorable** au projet.

4) Réponses apportées par l'exploitant aux consultations

Les différents avis émis au cours de la consultation des services ont été transmis à l'exploitant le 4 avril 2012 qui a apporté par courrier en date du 15 mai 2012 les principaux éléments de réponse suivants :

- toutes les dispositions sont prises sur le site pour réduire les consommations d'eau,
- les eaux de régénération des résines seront pré-traitées avant rejet au réseau d'eaux usées, sauf si le gestionnaire du réseau émet la demande d'un rejet au réseau pluvial,
- la mise hors d'eau des stockages de produits dangereux sera assurée par le mode de stockage sur rétention de l'ensemble des produits chimiques utilisés,
- la disponibilité de la ressource en eau est vérifiée chaque année auprès du Grand Toulouse, et le site dispose d'un réseau de sprinklage automatique,
- la convention de rejet des eaux de l'établissement sera mise à jour avec le gestionnaire du réseau,
- les eaux du portique de lavage des véhicules sont exemptes de produits lessiviels et transitent par un séparateur avant rejet.

V. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant a répondu aux différentes observations soulevées lors de la procédure d'enquête publique et lors de la consultation des services et conseils municipaux.

Les principales mesures de maîtrise des impacts et des risques associés aux installations présentées dans le dossier et mises en évidence lors de cette procédure ont été intégrées au projet d'arrêté préfectoral joint en annexe de ce rapport.

Le projet d'arrêté renvoie par ailleurs aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14/01/11 relatif « *aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées* » (blanchisserie industrielle), et reprend certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation précédent du 24/06/04.

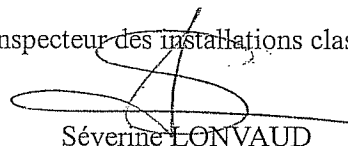
Enfin, les dispositions issues du P.P.R.I. de la ville de Toulouse et signalées dans l'avis du Conseil municipal du 16/12/11, relatives aux stockages des produits chimiques à réaliser au-dessus des plus hautes eaux connues ou à ancrer au sol, ont été intégrées au projet d'arrêté préfectoral.

VI. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de donner une suite favorable au dossier de demande d'enregistrement transmis par la société MAJ à Toulouse, et de soumettre pour avis le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe de ce rapport aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à ce projet.

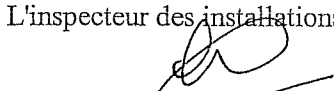
L'inspecteur des installations classées,



Séverine LONVAUD

Vérifié, et validé le 8/6/12

Pour le DREAL et par subdélégation,
L'inspecteur des installations classées,



Christine DACHICOURT-COSSART

